

Écrit par LCR

Vendredi, 21 Janvier 2011 16:47 - Mis à jour Vendredi, 21 Janvier 2011 17:32

---



Largement médiatisée, la manifestation de ce dimanche 23 janvier « pour la formation d'un gouvernement » va sans doute rassembler du monde. Il est bien sûr positif que la population exprime enfin son ras-le-bol face au blocage politico-institutionnel et son inquiétude pour l'avenir qui s'annonce pour le moins obscur. Mais, comme le rappelle Félix De Clerck, l'un des organisateurs et par ailleurs fils du Ministre de la justice (CD&V), « ce n'est pas à nous de faire de la politique ».

En conséquence, cette manifestation se veut « neutre » et « apolitique ». Elle vise simplement à adresser un « signal » aux professionnels de la politique pour qu'ils « fassent enfin leur travail » et reprennent en main la gestion du pays. Pour quoi faire ? Soigneusement, la question n'est pas évoquée. Elle entraînerait d'ailleurs des réponses sans doute bien contrastées de la part des différentes organisations qui soutiennent l'initiative (Jeunes CSC, Jeunes Socialistes, Jeunes CD&V, PTB, Parti Populaire, ...).

La LCR n'appelle pas à cette manifestation d'où se dégagera un message pour le moins confus et ambigu. Selon nous, l'urgence est ailleurs, comme nous l'exprimons dans le tract que nous publions ci-dessous. (LCR-Web)

---

Personne ne comprend plus rien à la crise politique en Belgique. Le ras-le-bol est légitime. Mais le plus grand danger pour la majorité de la population n'est pas en soi l'absence prolongée de gouvernement. C'est plutôt le fait que **cette situation donne des idées aux partisans d'une destruction massive des acquis sociaux** , comme ailleurs en Europe.

Écrit par LCR

Vendredi, 21 Janvier 2011 16:47 - Mis à jour Vendredi, 21 Janvier 2011 17:32

---

Les avertissements des patrons sont de plus en plus clairs. Si la Belgique ne prend pas rapidement des mesures d'austérité pour boucher le trou de 25 milliards **creusé par le sauvetage des banques et par les cadeaux fiscaux aux riches**

, les agences de notation considèreront que notre pays n'est plus un emprunteur fiable. Les « marchés » (càd l'alliance des patrons, banquiers et spéculateurs qui ont provoqué la crise!) imposeront alors des taux plus élevés, comme en Irlande ou en Grèce. Et la facture, que **tous les partis au parlement** annoncent déjà vouloir faire payer d'une façon ou l'autre à la population, augmentera encore.

Pour eux, l'équation est simple. Soit un gouvernement est enfin constitué et lance rapidement une violente offensive contre la sécurité sociale, le secteur public et les revenus des salarié-e-s. Soit le chantage des marchés force la mise sur pied d'un gouvernement d'urgence aux priorités socio-économiques. **Dans les deux cas, le résultat est finalement le même : une « guerre éclair » contre nos droits sociaux.**

**Aucune illusion** à se faire sur les partis candidats au gouvernement! ils se plieront tous à ces exigences.

**Ne comptons que sur nous-mêmes. Préparons-nous à résister par l'action directe, tous ensemble**, contre l'injustice sociale et fiscale dont bénéficient les "marchés" et les grandes entreprises, responsables de la crise.

**Refusons le racisme et le sexisme qui nous divise. Refusons le fatalisme !**

Le peuple islandais, a refusé de rembourser les banques et

**a chassé du pouvoir ceux qui voulaient lui faire payer la crise capitaliste**

La seule voie pour sortir du chaos passe par la **solidarité entre tous les travailleurs-euses et allocataires sociaux**

, par une mobilisation massive et déterminée pour casser ensemble les plans de ceux qui veulent raser les droits sociaux et démocratiques conquis par la lutte de plusieurs générations de travailleurs-euses.

**Résistance !**

**L'austérité, c'est quoi ?**

- **37%** de dépenses sociales en moins en Allemagne
- Gel des salaires des fonctionnaires pendant **4 ans** au Portugal
- **120 000** suppressions de postes dans l'Éducation nationale
- Suppression de **500 000** postes dans la fonction publique en Grande-Bretagne
- Diminution de **15%** des pensions en Roumanie
- Augmentation de **5 à 10%** de la TVA en Grèce
- **Suppression** des allocations pour chômeurs de longue durée en Espagne
- Recul de **2 ans** de l'âge de départ à la retraite en France

## Avec ou sans gouvernement, c'est l'austérité qui nous attend ! Tract de la LCR

Écrit par LCR

Vendredi, 21 Janvier 2011 16:47 - Mis à jour Vendredi, 21 Janvier 2011 17:32

---

- Baisse de **12%** du salaire minimum en Irlande...

[Tract en PDF](#)